



Procédure Adaptée

# **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

## **Règlement de la consultation**

Procédure entièrement dématérialisée depuis : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

### **Pouvoir adjudicateur**

---

NANTES METROPOLE  
Adresse : 2, cours du champ de mars  
44923 NANTES Cedex 9

### **Objet de la consultation**

---

Aménagement de la rue de la Convention à Nantes

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence  
(A.A.P.C.)

# 1. Objet du marché

La consultation a pour objet : Aménagement de la rue de la Convention à Nantes.

Lieu d'exécution des prestations : Loire Atlantique.

Le contrat comprendra une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle de publics en difficulté.

## 1.1 Décomposition en lots et en tranches

Le présent marché ne fait l'objet d'aucune décomposition en tranches.

Il est alloté de la manière suivante :

| N° du lot | Intitulé du lot  |
|-----------|--|
| 01        | Travaux de voirie  |
| 02        | Travaux de réseaux souples - Eclairage et Effacement réseaux |

## 1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

## 1.3 Nomenclature

| Lot n°01 – Travaux de voirie : |                               |
|--------------------------------|-------------------------------|
| CPV                            | 45233140-2 – Travaux routiers |

| Lot n°02 – Travaux de réseaux souples - Eclairage et Effacement réseaux : |  |
|---|--|
| CPV   | 45316110-9 – Installation de matériel d'éclairage public |

## 1.4 – Clause obligatoire d'insertion professionnelle

Le Donneur d'Ordre est engagé dans une démarche volontaire de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion. Le cahier des charges du présent marché intègre une condition d'exécution liée à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi en application des articles L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique. L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières selon le nombre d'heures minimal d'insertion défini au CCAP du présent marché.

L'article du CCAP relatif aux conditions particulières d'exécution de la clause sociale précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Pour tout renseignement complémentaire, il est possible de contacter la Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales :

Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales de Nantes Métropole

Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables

Tél. : 02 40 99 32 91 - [clausesociale@nantesmetropole.fr](mailto:clausesociale@nantesmetropole.fr)

2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9

## 2. Organisation de la consultation

### 1.4 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

### 1.5 Mode de dévolution : marchés séparés

La consultation est divisée en 2 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☐ Un lot
- ☐ Un ou plusieurs lots
- ☒ L'ensemble des lots

### 1.6 Dispositions relatives aux groupements

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

## 1.7 Variantes facultatives et obligatoires

### 1.7.1 Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas acceptées.

### 1.7.2 Variantes obligatoires – Prestation technique alternative (au sens de l'Art. R. 2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune prestation technique alternative (PTA) – variante obligatoire n'est prévue.

### 1.7.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue.

## 1.8 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 1.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 5 mois à compter de la date limite de remise de l'offre initiale, ou finale en cas de négociation.

## 2. **Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation, l'annexe « Insertion Professionnelle » et son annexe « *dématérialisation* ».
- L'acte d'engagement, et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes éventuelles.
- Les résultats des prélèvements amiante et HAP du lot 1 (annexe 1)
- Les plans DCE du lot 1(annexe 2)
- Les plans DCE du lot 2 (annexe 3)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cadre LTE vierge à compléter
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) et le Détail quantitatif estimatif (DQE), propre à chaque lot.
- Les DT et investigations complémentaires

### 3. Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS (€).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

#### 3.1 Contenu de la candidature électronique

| <b>Pièces à remettre au titre de la candidature<br/>(aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>   |
|--|
| <b>Situation juridique</b>   |
| Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants  |
| <b>Capacité</b>  |
| Déclaration de chiffre d'affaires : Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles               |
| Attestation d'assurance : Preuve d'une assurance pour les risques professionnels   |
| Déclaration d'effectifs : Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années  |
| Références de travaux similaires : Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public). |

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique.

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la

réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

### 3.2 Contenu de l'offre électronique

Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

| <b>Pièces à produire au titre de l'offre<br/>(aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>   |
|---|
| <b>L'annexe à l'Acte d'engagement relative à l'insertion professionnelle</b> , dûment complétée en chacune de ses rubriques   |
| L'acte d'engagement et ses annexes, dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat (à produire pour chaque lot).   |
| En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 ( <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a> ) dûment renseigné.   |
| Le bordereau des prix unitaires (BPU) ainsi que le détail quantitatif estimatif (DQE), dûment complétés (il est précisé que le DQE est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres).  |
| Le mémoire technique et environnemental au sein duquel le candidat précisera ou produira : (à produire pour chaque lot).  |
| <p><b><u>Pour le lot 1 :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens humains et matériels mobilisés, la pertinence de la méthodologie de réalisation des travaux décrivant les différentes phases opérationnelles.</li> <li>- la pertinence du planning détaillé par phase.</li> <li>- les mesures proposées pour la gestion des circulations routières, cyclables et piétonnes ainsi que les accès aux commerces et aux habitations.</li> <li>- le tableau LTE de matériaux utilisés issus de réemploi / recyclage / valorisation.</li> </ul>  |
| <p><b><u>Pour le lot 2 :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures proposées pour la gestion des déviations, la circulation des véhicules, des piétons et l'accès aux riverains et aux commerces.</li> <li>- la qualité et la pertinence des moyens humains et matériels (fiches techniques) affectés au chantier.</li> <li>- le planning détaillé des travaux par tronçons avec moyens humains, techniques et matériels.</li> <li>- le détail des travaux avec prise en compte dans le phasage des différents tronçons définis dans le CCTP (chapitre 3).</li> <li>- la prise en compte de la gestion et de la réduction des déchets liés aux travaux.</li> <li>- la transmission des fiches techniques.</li> </ul> |
| <b>Certificats de Qualifications</b>  |
| <p>Certificats de qualifications professionnelles : des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres.</p> <p>Niveaux spécifiques minimaux exigées :</p>  |

**Pour le lot n°1 :**

2321 : Terrassement courant en milieu urbain  
 2342 : Couches de forme de voirie à faible trafic et parking ou plateformes  
 341 : Assises de chaussée  
 3421 : Revêtement en matériaux enrobés classiques  
 347 : Petits ouvrages divers en maçonnerie  
 114 : Réfection sur tranchée de couches d'assise ou de surface  
 3451 Travaux de revêtement de surface en pierre naturelle  
 Délivrés par la FNTF ou références équivalentes

**Pour le lot n°2 :**

651 Travaux neufs (délivré par la FNTF)  
 681 Pose de tuyau PVC télécom LST (délivré par la FNTF)  
 QUALIFELEC TN3

## 4. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

### 4.1 Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.

### 4.2 Jugement des offres

#### **Lot n°01 – Travaux de voirie :**

| Critères  | Coefficient |
|---|-------------|
| <b>PRIX au regard du DQE</b>  | <b>40</b>   |
| Prix  | 40          |
| <b>VALEUR TECHNIQUE à l'aune du mémoire technique</b>   | <b>55</b>   |
| Valeur technique<br><i>Sous-Critère : Méthodologie et Moyens Humains</i><br><i>Pertinence de la méthodologie de réalisation des travaux décrivant les différentes phases et précisant les moyens humains et matériels employés.</i> | 30          |
| Valeur technique<br><i>Sous-Critère : Planning</i><br><i>Pertinence du planning, détaillé par phases, du chantier.</i>  | 05          |
| Valeur technique<br><i>Sous-Critère : Circulation</i><br><i>Pertinence de la gestion de la circulation des véhicules motorisés, des cyclistes et des piétons proposée pendant</i>   | 20          |

|   |           |
|---|-----------|
| <i>les travaux ainsi que la prise en compte des accès aux commerces et aux habitations.</i>   |           |
| <b>DEVELOPPEMENT DURABLE à l'aune du mémoire environnemental</b>  | <b>05</b> |
| Performance en matière de protection de l'environnement<br><i>Sous-Critère : Environnementale</i><br><i>Taux global proposé dans le tableau LTE de matériaux utilisés issus de réemploi / recyclage / valorisation.</i> | 05        |

**Lot n°02 – Travaux de réseaux souples - Eclairage et Effacement réseaux :**

| <b>Critères</b>  | <b>Coefficient</b> |
|--|--------------------|
| <b>PRIX au regard du DQE</b>   | <b>40</b>          |
| Prix   | 40                 |
| <b>VALEUR TECHNIQUE à l'aune du mémoire technique</b>  | <b>55</b>          |
| Valeur technique<br><i>Sous-Critère : Circulation</i><br><i>Qualité et pertinence des mesures proposées pour les gestion des déviations à mettre en place, de la circulation des véhicules, des piétons ainsi que l'accès des riverains et aux commerces .</i> | 25                 |
| Valeur technique<br><i>Sous-Critère : Moyens Humains</i><br><i>Qualité et pertinence des moyens humains mobilisés (nombre, qualifications, références des personnels affectés au chantier), des fiches techniques et des moyens matériels proposés.</i>        | 05                 |
| Valeur technique<br><i>Sous-Critère : Planning</i><br><i>Pertinence et détail du planning des travaux par tronçons avec moyens humains, techniques et matériels envisagés.</i>   | 15                 |
| Valeur technique<br><i>Sous-Critère : Détail des Travaux</i><br><i>Détailler les travaux avec prise en compte dans le phasage des différents tronçons définis dans le CCTP (chapitre 3).</i>   | 10                 |
| <b>DEVELOPPEMENT DURABLE à l'aune du mémoire environnemental</b>   | <b>05</b>          |
| Performance en matière de protection de l'environnement<br><i>Sous-Critère : Démarche Environnementale</i><br><i>Pertinence de la méthodologie relative à la gestion et la réduction des déchets liés aux travaux.</i>   | 05                 |

**Précision sur l'analyse des offres :**

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5.

**Précisions sur l'analyse des offres :**

- 5 : offre très satisfaisante
- 4 : offre satisfaisante
- 3 : offre moyenne
- 2 : offre insuffisante
- 1 : offre très insuffisante

Les notes attribuées selon les méthodes décrites ci-après sont ensuite pondérées selon le coefficient de pondération puis additionnées pour obtenir un total pondéré qui sert de base au classement des offres.

Pour le critère qualitatif et technique, chaque sous-critère sera noté sur 5 selon l'échelle de notation.

Méthode particulière de notation :

Pour le critère financier, la note de 5 est affectée à l'offre la plus basse. Pour les autres offres, la règle de calcul est celle de la règle de trois selon la formule suivante :

$(5 \times \text{montant offre la plus basse}) / \text{montant offre analysée}$ .

Pour le taux global projeté de matériaux produits et utilisés issus de réemploi / recyclage / valorisation sur la base du tableau LTE, la note de 5 est affectée à l'offre la plus élevée pour chacune des 4 conditions à vérifier. Pour les autres offres, la règle de calcul est celle de la règle de trois selon la formule suivante :

$(5 \times \% \text{ offre candidat}) / \% \text{ offre la plus élevée}$ .

La moyenne des 4 notes est ensuite réalisée.

### **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U. En cas de refus, son offre sera éliminée comme « non-cohérente ».

### **Négociation :**

Dans un premier temps et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les **3 offres les mieux classées** au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

### **4.3 Attribution du marché**

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R. 2143-6 et R. 2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

## **5. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres**

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sont précisées dans l'annexe Dématérialisation jointe au présent règlement de la consultation.

## **6. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Seules les demandes adressées au moins 6 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt, veuillez envoyer un message à l'adresse contact : [contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)**